

Les solutions pour l'école de demain ne peuvent être les choix politiques d'hier !!!

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Si le renoncement à la suppression de 4000 postes d'enseignant·es à la rentrée 2025 a été un grand soulagement pour l'ensemble de la communauté éducative, il n'en demeure pas moins que les moyens alloués à l'éducation par le gouvernement Bayrou ne sont pas à la hauteur des enjeux éducatifs et notamment en terme d'inclusion.

Un récent rapport de la cour des comptes fait le constat d'une nette augmentation d'accueil du nombre d'élèves avec handicap. Néanmoins cette réussite quantitative peine à cacher l'inefficacité des politiques nationales d'inclusion en terme de réussite scolaire et d'insertion sociale et professionnelle des élèves en situation de handicap et des élèves en règle générale. Le rapport pointe les difficultés que SUD éducation dénonce depuis des années : le manque de moyens, de formation, d'enseignants spécialisés et de dispositifs accompagnant les élèves à besoin éducatifs particuliers dans nos classes, les inégalités territoriales, la question du statut des AESH... Aussi, il est souligné dans ce rapport, l'incapacité du ministère de l'Éducation Nationale à suivre la trajectoire des élèves en situation de handicap de manière satisfaisante, et à mesurer leurs résultats et bien-être (pour exemple le LPI).

Cette politique de l'école inclusive « par petits bouts » est déconnectée du quotidien des différent.es acteurs du système éducatif et se contente de traiter les situations les plus urgentes, laissant aux personnels une impression d'improvisation constante. Et ce avec des conséquences désastreuses, en premier lieu la perte de sens du métier. Aussi, l'école inclusive est aujourd'hui parfois perçue comme l'une des causes de la dégradation des conditions de travail. Et pire, certain.es sont de plus en plus séduit.es par des discours et des revendications validistes et réactionnaires avec la mise à l'écart des élèves à besoins éducatifs particuliers. Dans ce contexte, la suppression des trois derniers postes d'enseignant.es dans les CMPP de notre département est tout simplement inadmissible. Par ailleurs, alors que le Ministère de l'Éducation Nationale est incapable de présenter concrètement aux organisations syndicales le fonctionnement d'un PAS, il poursuit le déploiement de moyens à titre expérimental dans certains départements (deux postes à la rentrée prochaine pour la Manche !?) et ce sans avoir fait au préalable un bilan des PIAL !!!

Aussi, la communauté éducative exerçant en éducation prioritaire est à un point de rupture car, comment lutter contre les inégalités sociales, culturelles avec des effectifs par classe les plus hauts du département ? En effet, les moyens alloués aux REP, initialement mis en place pour renforcer les moyens dans les territoires et établissements scolaires les plus en difficulté, ne suffisent plus aujourd'hui. Alors oui, les écarts s'aggravent entre les écoles et établissements accueillant des élèves issus de milieux sociaux favorisés et ceux de milieux défavorisés. Le dispositif est en phase d'implosion.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, il n'est plus possible de fonctionner en mode dégradé avec des manques de moyens dans tous les services. Tout comme, il n'est plus possible de fonctionner sans le soutien et l'appui de la hiérarchie face à des usagers ou encore des élus qui bafouent le professionnalisme des personnels, parfois même par voie de presse.

Pour conclure et pour rappel, la politique éducative menée jusqu'à présent fait l'objet d'avis défavorables dans toutes les instances et est largement rejetée par les personnels qui revendiquent une drastique baisse du nombre d'élèves par classe, une refonte de la formation initiale et continue, une rénovation du bâti scolaire et des moyens à la hauteur des besoins pour une véritable école pour toutes et tous.